

MAIRIE D'AUZANCES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Délibération n° 2024 – 60 en date du 16 Septembre 2024
portant signature d'une convention portant sur les conditions de
recouvrement des produits locaux
avec le comptable assignataire de la commune d'Auzances

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	1
Votants	13
Exprimés	13
Pour	13
Contre	
Abstentions	

L'an deux mille vingt-quatre, le seize Septembre à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune d'Auzances, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie d'Auzances, sous la présidence de Madame Françoise SIMON, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 4

Septembre 2024

Présents : Françoise SIMON, Caroline LE CORRE, Leilha BERTHON, Georges DIONNET, Jean-Pol GILBERT, Françoise SUDI GUIRAL, Marie-Claude BOUGNOUX, Christine BICHON-MOREL, Fabien JAMME, Christian SCARAMUCCIA, Jean-Pascal HELION, Serge DESBOUDARD.

Absents / Excusés : Chrystelle VAXIVIERE, Delphine DIONNET, Bastien GENDRAUD.

Pouvoirs : Chrystelle VAXIVIERE à Leilha BERTHON

Secrétaire de séance : Christine BICHON-MOREL

Madame le Maire présente au Conseil Municipal le projet de convention établi collégialement entre les représentants de la mairie d'Auzances et du SGC d'AUBUSSON, qui précise notamment les domaines dans lesquels les deux partenaires (ordonnateur et comptable assignataire) peuvent développer leur coordination pour parvenir à une amélioration des niveaux de recouvrement des produits mis en recouvrement par la collectivité locale auprès du comptable public.

Cette convention vise également la mise en œuvre de la sélectivité de l'action en recouvrement des créances locales.

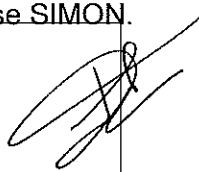
Le Conseil Municipal, considérant tout l'intérêt de signer cette convention pour les finances de la collectivité, après en avoir délibéré :

- autorise Madame le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération avec la comptable assignataire du SGC d'Aubusson,
- autorise Madame le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

Certifié exécutoire,
A Auzances, le 16 Septembre 2024
Le Maire,

Françoise SIMON.

Accusé de réception en préfecture
023-212301303-20240916-2024-60-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



Accusé de réception en préfecture
023-212301303-20240916-2024-60-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024



CONVENTION PORTANT SUR LES CONDITIONS DE RECouvreMENT DES PRODUITS LOCAUX

La présente convention précise les domaines dans lesquels les deux partenaires que sont l'ordonnateur et son comptable assignataire peuvent développer leur coordination pour parvenir à une amélioration des niveaux de recouvrement des produits mis en recouvrement par la collectivité locale auprès du comptable public.

Elle s'appuie sur la «charte nationale des bonnes pratiques de gestion des recettes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics», signée par la DGFIP et les associations nationales représentatives des élus locaux, dont les axes constituent des voies opérationnelles d'optimisation du recouvrement et de la qualité du service rendu aux usagers.

Elle vise également la mise en œuvre de la sélectivité de l'action en recouvrement des créances locales.

Entre

La Mairie d'Auzances

représentée par Madame Françoise SIMON, maire, autorisée *par délibération n° 2024-60 en date du 16/09/2024*, en sa qualité d'ordonnateur

et

La comptable assignataire de la collectivité d'Auzances, Madame Françoise DROT,

a été convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
023-212301303-20240916-2024-60-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Article 1 – Présentation de la démarche

1.1. Domaine d'action : le recouvrement des créances

Les créances émises au profit de la collectivité sont constatées par un titre qui matérialise ses droits. Il peut prendre plusieurs formes, mais en règle générale, il s'agit d'un acte émis et rendu exécutoire par le Maire, en sa qualité d'Ordonnateur, qui prend la forme d'un titre de recette.

- ✓ Le titre est exécutoire de plein droit ;
- ✓ Il sert de support juridique et comptable aux actions menées par le comptable, seul habilité à recouvrer les créances (article 60 de la loi de Finances de 1963 _art L1617-5 CGCT).

1.2. Les moyens mis en œuvre

Pour exercer sa mission, le comptable doit bénéficier :

- ✓ D'une autorisation permanente et générale d'effectuer les actes de poursuite pour l'ensemble des débiteurs à l'exception des collectivités territoriales et établissements publics (cf. paragraphe 2.3) ;
- ✓ Pour le recouvrement des créances de faible montant, d'une dispense d'effectuer des actes de poursuites avec frais pour présentation en non-valeur;
- ✓ Pour les autres créances, de la possibilité, après avoir épuisé les moyens de poursuite mis à sa disposition, de présenter en non valeur.

1.3. La concertation

Des échanges réciproques d'informations propres à améliorer et à fiabiliser l'exécution du recouvrement seront organisés par les partenaires : organisations de réunions portant sur des thématiques spécifiques, échanges par messagerie, ...

Article 2 – Engagements de la collectivité

2.1. Assurer la qualité des titres de recettes exécutoires

Les titres de recettes doivent être émis conformément aux instructions comptables, à savoir :

- la désignation précise et complète des débiteurs : civilité, nom, prénom, date de naissance, adresse complète, numéro SIRET pour les personnes morales ;
- la présence sur les avis des mentions obligatoires relatives à leur caractère exécutoire et les voies de recours ;
- le détail des éléments de liquidation et l'adjonction, si nécessaire, des pièces justificatives permettant au comptable, en application de l'article 19-1 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, de contrôler la régularité de l'autorisation de percevoir la recette ;

Accusé de réception en préfecture
023-212301303-20240916-2024-60-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- les informations permettant au débiteur de s'acquitter de sa dette par des moyens modernes de paiement et de faciliter son orientation entre les différents services (coordonnées et champ de compétence de l'ordonnateur et du comptable).

Il appartient à la collectivité de s'assurer de la qualité de l'émission des titres de recettes, notamment par une identification précise du débiteur, afin de faciliter le regroupement des titres pour un même débiteur.

Ainsi, la gestion de la base de données relative aux tiers devra permettre de référencer chacun d'eux de manière unique grâce à l'attribution d'une référence stable (par exemple, SIRET pour les personnes morales).

2.2. Faciliter les démarches du comptable en émettant régulièrement les titres

La commune s'engage à assurer l'émission régulière des titres de recettes sur l'année, pour une meilleure organisation du recouvrement au sein du poste comptable.

Les recettes perçues par le comptable, reportées sur les relevés des encaissements avant émission de titre, feront l'objet d'une émission de titre dans un délai maximum de 1 mois.

Il s'agit de réduire au minimum, notamment en fin d'exercice, le niveau des recettes restant à régulariser dans un souci de sincérité des comptes.

2.3. Dispense d'autorisation préalable de poursuite

Conformément aux dispositions du décret n° 2009-125 du 3 février 2009 relatif à l'autorisation préalable des poursuites pour le recouvrement des produits locaux, l'ordonnateur a la faculté de donner au comptable une autorisation permanente ou temporaire à tous les actes de poursuite, pour tout ou partie des titres de recettes.

La commune autorise le comptable, de façon permanente, à émettre les actes de poursuite nécessaires au recouvrement.

2.4. Information du comptable

La collectivité communique au comptable toute information utile au recouvrement, relative au débiteur ou à la créance : contentieux, mises à jour d'adresses, recours gracieux présenté par le redevable, tiers solidaires...

Elle informe le comptable, dans les plus brefs délais, de toute contestation du titre ou réclamation du redevable.

Article 3 – Engagements du comptable

3.1. Assurer le recouvrement des recettes

Le comptable doit veiller :

- ✓ au recouvrement rapide des créances de la collectivité ;
- ✓ à l'encaissement régulier des paiements qui lui sont adressés ;
- ✓ à exercer toutes diligences à l'encontre des débiteurs compte tenu des informations dont il dispose ;
- ✓ à organiser la recherche de renseignements : adresse, employeur, comptes bancaires, CAF ;
- ✓ à mettre en œuvre les moyens modernes d'encaissement.

3.2. Respecter les seuils de poursuite

La politique générale de recouvrement, convenue entre l'ordonnateur et le comptable, doit être la plus efficace possible. Les choix de sélectivité des actions de recouvrement doivent être partagés par ces deux acteurs.

Une réflexion sur les seuils d'engagement des poursuites a été engagée :

- une lettre de relance sera adressée aux débiteurs après l'expiration d'un délai incompressible de 30 jours suivant la date de prise en charge du titre.
- une phase comminatoire amiable sera diligentée 30 jours après l'envoi de la lettre de relance.
- pour le recouvrement contentieux, la priorité sera donnée aux saisies à tiers détenteurs (SATD) selon la nature des renseignements collectés et dans le respect des seuils ci-après définis auprès des tiers (CAF, employeurs, établissements bancaires,...).
- les saisies par voie d'huissiers doivent être réservées principalement aux cotes à enjeux, et n'intervenir qu'en tout dernier lieu, lorsque la SATD ou tout autre moyen n'a pas permis d'aboutir au recouvrement.

Les partenaires conviennent des seuils suivants :

Seuil minimal d'engagement de l'action	Seuil
Mise en recouvrement ¹	15 €
Mise en demeure de payer	15 €
Phase comminatoire amiable	1 €
SATD autre que bancaire (employeur, CAF, locataire etc ...)	15 €
SATD bancaire	30 €

¹ article D1611-1 du CGCT

SATD Ficovie	500 €
Saisie-vente et PSE	200 €
Oppositions au transfert du certificat d'immatriculation	500 €
Hypothèque (légale ou conventionnelle)	3 000 €
Saisie immobilière	10 000 €
Assignation en RJ-LJ	5 000 €
Déclaration de créances à titre provisionnel ou définitif / Conversion créance provisionnelle en définitive (sauvegarde, RJ)	Au 1 ^{er} euro
Déclaration de créances à titre provisionnel ou définitif / Conversion créance provisionnelle en définitive (LJ directe ou indirecte)	Au 1 ^{er} euro
Déclaration de créances suite à surendettement (dossier recevable)	Au 1 ^{er} euro
Demande d'ouverture de succession vacante si présence de patrimoine	2 000 €

Les poursuites contre un même débiteur seront organisées par regroupement de titres lorsqu'un identifiant stable existe.

3.3. Gestion sociale des créanciers

Lorsque le comptable accorde des facilités de paiement aux redevables pour des créances sensibles ou présentant un enjeu (> 1000 €), il doit en informer la commune.

3.4. Remise gracieuse

Elle peut être accordée par décision du conseil municipal, de façon partielle ou totale, même si une procédure contentieuse est en cours (les frais engagés sont alors supportés par la commune).

La remise gracieuse libère définitivement le redevable de la créance et décharge le comptable de sa responsabilité.

3.5. Admissions en non valeur

L'admission en non valeur constituant un acte budgétaire et financier, elle doit faire l'objet d'une prévision budgétaire et prend la forme d'une délibération du conseil municipal dans les deux mois qui suivent l'envoi de l'état de présentation par le comptable.

En cas de refus d'admission en non valeur, la collectivité doit motiver sa décision.

L'admission en non valeur peut être automatique :

- ✓ pour les titres d'un montant non recouvré inférieur à 15 €, sur demande du comptable, sans justificatif ;
- ✓ pour les titres d'un montant non recouvré inférieur à 100 €, présentant les diligences exercées.

3.6. Effacements de dettes suite à surendettement

La collectivité s'engage à prendre une délibération de non-valeur des créances effacées définitivement par la commission de surendettement ou le juge civil à l'issue d'une procédure de surendettement, décision liant la collectivité.

Article 4 – Le suivi du recouvrement et des états de poursuite

Le comptable ou le CDL communique à la commune les états de restes à recouvrer deux fois par an en avril et octobre.

Des rencontres sont programmées une fois par an entre les services afin de faire le point sur l'encaissement des recettes.

Article 5 – Modalités de suivi de la convention

Un bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention sera effectué à l'issue d'une rencontre ordonnateur / comptable.

A l'occasion de cette rencontre, les partenaires pourront décider de compléter ou modifier certaines actions prévues au sein du document.

Article 6 – Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature.

Elle est conclue pour la durée de la mandature en cours, toutefois elle pourra, à l'issue de la mandature, dans l'attente de la signature d'une nouvelle convention, être prorogée par voie d'avenant.

Fait en trois exemplaires,

A Auzances, le

La Maire de la commune d'Auzances....

La Comptable du SGC d'Aubusson.....